

Québec : pourquoi un parti de gauche ?

vendredi 7 décembre 2012, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 17 septembre 2012).

Dans une époque pas si lointaine, on pensait qu'un parti de gauche devait organiser les revendications populaires et éventuellement prendre le pouvoir soit par les élections ou encore à travers la résistance contre des pouvoirs oppressifs. Or aujourd'hui cette définition est devenue beaucoup plus flexible et surtout moins définitive.

Quand les gens s'auto-organisent

Sous l'impact du néolibéralisme, des masses considérables de gens sont en mouvement. Les luttes populaires inédites qu'on constate ici et là ne sont pas « spontanément » sorties d'un chapeau quelconque. Les initiatives citoyennes disposent d'« intellectuels organiques » qui sont souvent des militants et des militantes hautement qualifiés et donc qui transportent une longue accumulation d'expériences. Dans cette élaboration, les partis de gauche ont une influence, mais elle est très modeste. Par exemple, les Carrés rouges n'ont pas eu besoin de Québec Solidaire pour s'auto-organiser. Le mouvement avec comme cœur battant les organisations étudiantes a réfléchi, analysé, élaboré des stratégies et des alliances. Bref, le mouvement a agi comme un acteur politique et social au sens plein du terme. Cela ne veut pas dire que les Carrés Rouges, les étudiantEs ou tout autre mouvement populaire, ont toujours raison, qu'ils ne peuvent pas se tromper (comme le propose une certaine vision anarchiste). Mais cela veut dire que l'articulation de la lutte vient de l'intérieur, portée par les acteurs eux-mêmes.

Des outils

Les partis de gauche doivent accepter, de bonne foi, qu'ils n'ont plus le monopole qu'ils pensaient avoir (souvent à tort) sur la pensée critique et sur la capacité de développer une vision « stratégique », globale. Ils n'ont pas à s'y substituer. Que peuvent-ils faire alors ? Les partis de gauche ont la responsabilité d'assurer la transmission des messages des mouvements populaires sur la scène politique, dans la sphère des institutions politiques et éventuellement, du gouvernement et de l'État. Ils peuvent aussi faciliter l'établissement des liens entre les luttes, tant sur le plan national qu'international (bien que les mouvements populaires soient en mesure de faire cela également). Par définition, les partis de gauche ne sont pas liés à une ou l'autre cause des mouvements populaires directement, mais ils le sont, indirectement. Comme l'expression bolivienne le dit, les partis de gauche sont des « outils du mouvement populaire », ce qui est exactement l'inverse de ce que pensaient les principaux courants de la gauche au siècle dernier.

Transformer le pouvoir

Si les partis de gauche n'ont pas à se prendre pour d'autres face aux mouvements populaires, ils ne peuvent pas penser non plus « capturer » le pouvoir, comme si ce pouvoir était un « objet » quelconque. Certes, on dira que gagner les élections est une chose importante. Mais on le sait maintenant, le gouvernement, et plus largement l'État, sont des instruments importants dans l'architecture du pouvoir, mais ils ne sont pas les seuls dans notre monde capitaliste. Les rouages du pouvoir sont bien sûr bien ancrés au niveau économique et également sur le plan des idées, des références, des valeurs et ce, à travers un réseau dense d'institutions (écoles, médias, appareils culturels, etc.). Le capitalisme est alors diffusé dans toute la société, il pénètre et transforme les

rapports entre humains. Cette situation n'est pas immuable ni éternelle, mais elle exclut une vision « magique », « court-termiste » de la transformation. Les partis de gauche doivent trouver le moyen d'influencer cette réalité culturelle et de promouvoir d'autres valeurs, d'autres utopies grâce à un travail culturel et idéologique de grande ampleur et en mobilisant le plus largement possible les producteurs (intellectuelEs, artistes, écrivainEs, etc.). Ce travail culturel ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'engager dans le combat politique pour autant, car acquérir une partie du pouvoir politique permet à coup sûr de pouvoir entamer des transformations importantes.

Une lutte prolongée

Ceux et celles qui se battent pour la transformation savent que cette bataille prolongée doit être menée à l'encontre de l'impatience et d'un volontarisme exacerbé où dans une certaine tradition, la gauche pensait qu'elle devait « enseigner » au peuple, un peu comme le maître enseigne à ses élèves. La lutte pour transformer le pouvoir, c'est un millier d'actions dont les effets sont à court et à long terme. Changer les rapports entre les hommes et les femmes, entre les générations, entre les gens d'origines culturelles différentes, fait partie de cette lutte, y compris au sein des partis de gauche et des organisations populaires. Se distancier de la démagogie, de la langue de bois, de la mentalité de batailles de coqs, fait aussi partie de la lutte pour la transformation, comme l'a magistralement exposé Françoise pendant la campagne électorale. La dimension éthique et philosophique du combat ne peut être négligée. La construction d'une perspective réellement internationaliste en fait partie. Malgré les différences, les peuples ont plus intérêt à lutter ensemble qu'à se battre au nom des clivages ethno-nationalistes. L'émancipation nationale qui est un noble objectif des peuples qui luttent pour leur autodétermination doit être inclusive, généreuse et citoyenne.

Servir le peuple

Sur tout cela, un parti de gauche peut être utile. Ce rôle, c'est d'appuyer les mouvements populaires et non de les « diriger ». Un parti de gauche doit par des élaborations successives participer à une discussion plus large, qui le dépasse, et qui englobe les mouvements populaires, sur le processus de transformation. Celui-ci n'est jamais linéaire. Même si des expériences passées doivent être étudiées, le processus de transformation est toujours « nouveau ». La gauche ne doit donc pas être « nostalgique », mais être apte à réfléchir sur et à transmettre la substance des luttes et des mouvements des époques antérieures en sachant que les nouvelles générations vont nécessairement inventer. Inévitablement, trouver son chemin implique un travail rigoureux impliquant des enquêtes, des débats, des explorations. Faire cela requiert d'éviter l'arrogance, le je-sais-tout-isme (une maladie assez répandue dans les partis de gauche), et ne jamais partir de réponses faites d'avance. Servir le peuple, servir les organisations populaires, c'est être présent dans les luttes, sans prétendre leur apporter une « direction », comme cela a été le cas dans l'intervention de QS avec les Carrés Rouges.

Capitaliser sur les avancées

QS depuis son avènement a réussi à coaliser une grande partie de ceux et celles qui veulent un changement. Juste cela est en soi un résultat extraordinaire, qui laisse loin derrière ce que nous apporté les petits partis de gauche qui ont essaimé au Québec durant les 50 dernières années (ce n'est pas les dénigrer que de dire cela). Certains voudraient que QS soit plus « révolutionnaire » en dénonçant le capitalisme et l'impérialisme à chaque énoncé d'Amir ou de Françoise. En réalité, QS construit une pensée critique qui commence à prendre place dans la population et qui est une alternative assez bien organisée face aux politiques de prédation néolibérales qui dominent. Vouloir aller plus vite tomberait dans le piège de celui qui tire la tige pour faire pousser la plante plus vite ! IL est normal en passant que bien des gens hésitent à afficher une posture anticapitaliste et ou

socialiste, sachant que plusieurs partis de gauche qui mettaient de l'avant de tels projets ont échoué à le faire. Les États capitalistes et leurs systèmes d'oppression mis en place par le capitalisme ont été souvent remplacés par d'autres systèmes où la subjugation des peuples a été reconstituée. Ce n'est pas d'être cynique ni défaitiste de dire cela, mais il faut accepter le fait qu'il faudra du temps pour développer une perspective post-capitaliste convaincante.

Prendre parti

Dire cela est absolument différent d'un certain « neutralisme » ou d'une politique de ni-ni que j'ai déjà appelé la « moumounerie », et qu'on observe parmi des intellectuelLes et même des acteurs sociaux et politiques. Au nom de l'esprit critique, on en vient à valoriser le cynisme et la passivité. Au contraire, résister et s'organiser implique de prendre position, de faire des propositions et d'en assumer les conséquences. Les moumounes qui ne veulent pas prendre parti sont un peu comme les « indécis » qui apparaissent dans les sondages. Ce sont des gens qui sont au bout de la ligne partisans du statu quo mais qui ont peur de le dire.

Pierre Beaudet

P.-S.

* <http://www.pressegauche.org/spip.php?article11641>